

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
« le prolétaire »
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
« le prolétaire »
1 an : 15 F (150 FB)
6 mois : 8 F (80 FB)
pli fermé : 27 F et 14 F
par avion : 25 F et 13 F
« programme communiste »
1 an : 15 F (150 FB)

11^e ANNEE — N° 164
7 au 27 janvier 1974
LE NUMERO : 0,80 F

Le capitalisme ne se réforme pas

Parmi les illusions secrétées par la classe bourgeoise et ses laquais et qui ont plusieurs fois servi de prétexte à la désertion du camp de la révolution, il y a cette idée que le capitalisme pourrait surmonter définitivement ses contradictions et résorber progressivement ses antagonismes.

Pour le marxisme, le capitalisme est en réalité « le type d'économie et de société le plus antagonique que l'histoire ait présenté jusqu'ici ; dans ses trois phases de formation, de développement et de résistance contre les forces qui visent à le détruire, il produit un taux jusqu'alors inconnu d'exploitation, de persécution, de souffrance humaine. C'est un record en qualité et en quantité, en puissance et en masse, en intensité et en étendue et pour traduire tout cela en un langage éthique et littéraire qui n'est pas le nôtre, en férocité et en ampleur, puisqu'il a atteint les masses, les peuples et les races de tous les coins du globe » écrivions-nous dans Force, Violence, Dictature dans la lutte des classes.

Tel a toujours été le bilan que le marxisme a dressé du capitalisme, non à la froide manière du comptable, mais comme un cri de haine et de guerre contre une société qui se survit à elle-même en soumettant les masses exploitées aux pires souffrances, et ce ne sont pas les dernières années qui viendront démentir que l'avenir est gros du déchainement général des antagonismes, de guerres et de révolutions.

Sur le seul terrain économique — là où, en dernière analyse, il faut chercher les racines profondes des phénomènes complexes, sociaux et politiques — n'est-ce pas au faite d'une prospérité bourgeoise nourrie des effets rajeunissants d'une guerre impérialiste poussée jusqu'au bout que les orages « monétaires » de plus en plus rapprochés viennent révéler quelles tensions le capitalisme fait monter entre les multiples pôles des économies nationales et des Etats ?

N'est-ce pas précisément au moment où des masses énormes de capitaux s'accumulent dans les métropoles impérialistes en cherchant de nouveaux marchés que les bourgeois agitent le spectre de la récession, de la crise économique et du chômage, situation typique où se manifeste brutalement et sans détour l'antagonisme entre les forces productives (le prolétariat en tout premier lieu) et les rapports de production ?

N'est-ce pas justement à ce moment là que « les conditions bourgeoises de production et d'échange, le régime bourgeois de la propriété, la société bourgeoise moderne, qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, ressemblent au magicien qui ne sait plus maîtriser les puissances infernales qu'il a évoquées » comme le dit Le Manifeste de 1848 ?

N'y a-t-il pas justement dans le renforcement continu de l'Etat capitaliste, à travers toutes les péripéties de la vie économique, sociale et politique, en temps de paix comme en temps de guerre, le meilleur démenti aux illusions pacifistes et réformistes de tous ceux qui, ayant « reconnu » à la classe capitaliste le pouvoir d'éviter ses crises profondes, ont avancé la possibilité d'un « passage pacifique au socialisme », d'une « lutte de classe » à la sauce démocratique, nationale, parlementaire et réformiste ?

L'évolution du capitalisme mondial a contraint depuis la fin du XIX^e siècle la bourgeoisie à un effort pour centraliser et contenir les forces économiques et sociales antagonistes, et cette tendance favorisée par la défaite totale du prolétariat s'est encore accélérée depuis la fin de la deuxième guerre. Mais la classe capitaliste et son Etat ne parviennent à discipliner momentanément l'anarchie de la production et les antagonismes sociaux qu'au prix d'une compression inouïe d'énergies sociales qui, loin d'être supprimées, ne cessent de s'accumuler.

Le gonflement démesuré de la bureaucratie d'Etat, le développement des organes de répression, la multiplication des formes de corruption sociale au sein des classes exploitées, constituent la meilleure confirmation qu'avec cette tentative de maîtriser ses propres contradictions à l'échelle mondiale, le capitalisme ne fait que concentrer simultanément les antagonismes de classe ainsi que les antagonismes nationaux, raciaux et étatiques.

En retardant l'éclosion de ses crises — et par là même en les rendant plus générales et plus aiguës — le capitalisme a créé des périodes d'accalmie plus ou moins apparente, où s'épanouissent les courants réformistes qui

tirent prétexte de ces situations pour prétendre que le capitalisme aurait réussi à maîtriser ses tendances centrifuges, pour renier la doctrine, les principes, la tactique révolutionnaire et, finalement, la révolution elle-même.

La bourgeoisie s'applique, même pendant les périodes d'accalmie, à renforcer sa domination de classe ; elle ne se prépare pas seulement à éviter les crises — qu'elle peut tout au plus espérer repousser — mais surtout à défendre ses intérêts dans les convulsions économiques, sociales et politiques du capitalisme. Elle compte pour cela sur son Etat, sur son expérience ancestrale de domination dans les périodes, les situations et les formes les plus diverses, et, *last but not least*, sur la collaboration de ceux qui, au sein même des masses exploitées, soutiennent la possibilité de résorber les antagonismes entre les classes.

(Suite page 2).

A NOS LECTEURS

Le prochain numéro du « Prolétaire » paraîtra le 28 janvier 1974.

Bourgeoisie et opportunisme la main dans la main contre les travailleurs immigrés

Au moment où la crainte de la récession agite de nouveau le monde bourgeois, une série de faits récents — le blocage de l'immigration en Allemagne et au Danemark, le succès renaissant en Grande-Bretagne de mouvements chauvins type Enoch Powell, le renvoi des travailleurs yougoslaves de Peugeot, les déclarations du ministre Gorse et des syndicats en France sur la probable réduction de l'immigration, et enfin l'attentat contre le consulat algérien de Marseille venant après une quarantaine d'attentats recensés depuis le mois d'août — mettent en lumière les fondements matériels du racisme contre les travailleurs immigrés et le caractère réactionnaire de tous les remèdes réformistes « nationaux » aux contradictions bourgeoises.

Les « progressistes » qui veulent voir dans le racisme, comme dit Le Figaro du 19 décembre, un « mal qui siège au cœur de l'homme » cherchent à isoler une « pègre fasciste » et à en faire l'unique responsable des agressions de tous ordres contre les travailleurs immigrés. La situation actuelle ne montre-t-elle pas assez clairement (et cela ne fait que commencer...) comment le capitalisme menacé frappe d'abord les couches prolétariennes les plus vulnérables, en essayant de renvoyer provisoirement hors des frontières nationales une partie de l'armée de réserve ?

Comment, en même temps, il joue de la concurrence entre les travailleurs et des oppositions qui en naissent, pour faire d'une catégorie de prolétaires les boucs émissaires de la crise, et pour pousser les ouvriers eux-mêmes à admettre comme naturelles les mesures prises contre ces travailleurs, au nom d'une soi-disant « protection de la main-d'œuvre nationale », que le capitalisme ne se prive pas de jeter par ailleurs sur le pavé ? Naturel que les deux-tiers de l'humanité crèvent de faim quand la productivité du travail et les capacités d'exploitation des ressources ont crû en cent ans dans des proportions fantastiques ? Naturel, que les entreprises, sous prétexte d'un ralentissement de la production, rejettent dans le chômage et la misère les travailleurs qu'elles ont exploité jusqu'à l'usure pendant les années précédentes ? Si tout cela est naturel dans le cadre de l'économie capitaliste, alors c'est le capitalisme qu'il faut abattre !

Mais la bourgeoisie est puissamment secondée dans ses efforts pour faire accepter les scandaleuses contradictions du capitalisme comme des lois éternelles, et pour proposer en guise de remède des mesures qui perpétuent sa domination en aggravant la division des exploités.

Bergeron, secrétaire du syndicat Force Ouvrière, qui réclame ouvertement une limitation de l'immigration pour pallier les effets de la crise, n'a pas de mal à prouver que la CGT et le PCF, malgré leur indignation hypocrite, n'ont pas en réalité un programme différent lorsqu'ils demandent « la régularisation de la situation des immigrés actuellement en France avant toute nouvelle introduction de main-d'œuvre » (L'Humanité du 13 décembre). Toutes les mesures sur l'immigration proposées par le PC bien avant la circulaire Fontanet (par exemple son projet de loi d'avril 67) vont en ce sens : elles réclament un contrôle et une limitation de l'immigration par l'Etat sous prétexte de combattre l'exploitation des travailleurs étrangers par les négriers de toute espèce, comme si les travailleurs n'étaient pas obligés de suivre le capital là où il les appelle, et comme si cette migration, si douloureuse soit-elle, ne constituait pas, comme le rappelait Lénine, la base matérielle de leur unification. Le président du Front National fascisant, Le Pen, tient d'ailleurs le même raisonnement : ne pas limiter l'immigration, c'est « faire peu de cas des souffrances qu'entraînent ces véritables déportations du travail », c'est rejoindre ceux qui justifiaient au nom du « laissez-faire » « l'esclavage et la traite des noirs » (Le Figaro du 12-12-73).

(Suite page 2).

Vient de paraître :

PROGRAMME COMMUNISTE N° 61

Sommaire :

— La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme.

— Cours mondial de l'impérialisme.

— Note de lecture : les lauriers de la social-démocratie autrichienne.

Le numéro : 5 F. Commandes au « Prolétaire ».

Le capitalisme ne se réforme pas

(Suite de la page 1)

L'opportunisme réformiste atteint aujourd'hui tous les records dans son œuvre de collaboration de classes, dans son travail contre-révolutionnaire. Si Bernstein théorisait que les capitalistes pouvaient concilier les antagonismes de classes à l'échelle internationale, ses héritiers d'aujourd'hui prétendent pouvoir purement et simplement les éliminer, pourvu que la bourgeoisie leur passe la main.

La lutte des classes ? Ce serait selon eux une formidable provocation ourdie par la bourgeoisie. Les heurts entre les Etats impérialistes ? Ce serait le résultat de la volonté diabolique de cliques ne respectant pas les règles de la coexistence pacifique. Les guerres coloniales ? Elles seraient dues aux provocations des oppresseurs impérialistes, quand ce n'est pas à celles des opprimés. Les crises économiques ? La répression étatique ? Une provocation des classes dominantes qui aurait pour but d'empêcher la paix sociale.

Dernièrement encore, devant le danger de récession économique, le P.C.F. déclarait qu'« il est parfaitement possible d'éviter (...) la récession économique » résultant d'un « véritable sabotage de l'économie du pays pour le compte des grands monopoles français et des firmes multinationales », et rappelait que « dès septembre dernier », il avait « proposé, à cette fin, des mesures immédiates ».

Combien paraissent dérisoires les discours réformistes au moment où précisément, par la bouche du chef de son Etat, la bourgeoisie française apprend cyniquement aux prolétaires que le temps est maintenant passé des « travaillez aujourd'hui pour profiter demain », qu'au fond il ne s'agissait que d'un « rêve trop beau », et qu'il faut maintenant « faire des efforts » pour éviter le chômage, révélant ainsi que le capitalisme n'est qu'un bague où, au travail accru du prolétariat sous les coups de fouet de la concurrence, du contremaître et de l'Etat, ne résonnent que l'insécurité permanente et la misère croissante.

Toute la gigantesque opposition historique et internationale entre le prolétariat et la bourgeoisie se réduirait pour le réformisme à une... compétition pour la gestion de l'économie nationale ; la collusion violente et historiquement inévitable entre tous les pôles antagonistes de la société capitaliste — et en premier lieu la bourgeoisie dominante et le prolétariat, l'impérialisme et les peuples coloniaux et semi-

coloniaux — serait évitée par les... réformes à mettre en œuvre pour réaliser une gestion harmonieuse de la « chose publique ».

Il serait faux de croire que cette vision doctrinale du réformisme est liée à un pacifisme de principe dans les antagonismes sociaux : elle n'est en fait que le voile idéologique avec lequel l'opportunisme social-démocrate cache sa défense de principe du régime bourgeois parlementaire (défense qu'il peut éventuellement assurer les armes à la main comme l'histoire l'a déjà tragiquement montré). C'est pourquoi, il n'est pas seulement l'expression politique des couches ouvrières corrompues par l'impérialisme, mais encore et surtout une pièce maîtresse dans le système de défense de la classe bourgeoise.

En soumettant les objectifs des luttes prolétariennes contre l'exploitation et l'oppression à un programme de réformes et de conciliation des classes, l'opportunisme réformiste ne se contente pas de sacrifier les intérêts des larges masses prolétariennes, il désarme politiquement la classe ouvrière. C'est pourquoi, lorsque disparaissent les bases matérielles de l'emprise politique du réformisme sur la classe ouvrière — notamment la possibilité pour le capitalisme d'assurer des conditions minimum d'existence au prolétariat et aussi de corrompre des couches entières d'ouvriers — le réformisme possède encore une terrible force d'inertie.

Le rôle contre-révolutionnaire de l'opportunisme réformiste se manifeste donc aussi bien dans les moments culminants et critiques de la lutte de classe, où il prend ouvertement parti pour la conservation capitaliste, que dans les périodes de lente maturation des conditions matérielles et subjectives des collisions sociales, où il entrave à la fois les réactions ouvrières au capital et la préparation révolutionnaire.

C'est pourquoi une crise générale du capitalisme — économique, sociale, politique, militaire — ne peut se transformer en crise révolutionnaire sans un travail tenace, entrepris longtemps à l'avance, du parti communiste, pour subordonner toute son action aux buts suprêmes de sa lutte politique — l'insurrection et la dictature indispensable à la transformation révolutionnaire de la société — et pour conquérir à travers tous les affrontements de classe une influence décisive sur la classe ouvrière.

Les fausses recettes du trotskysme

En guise de solution qui pourrait préserver la classe ouvrière des effets désastreux des crises économiques, ou en tout cas lui éviter « d'en faire les frais », des groupes se rattachant à la IV^e Internationale mettent en avant la revendication du « contrôle ouvrier ». Dernièrement, *Lutte Ouvrière* et *Rouge*, par exemple, ont consacré à ce mot d'ordre une large place, le présentant comme parade du mouvement ouvrier à une éventuelle crise économique.

Sans parler du fait qu'une telle revendication est présentée par les courants immédiatistes comme une recette qui laisse au second plan la tâche fondamentale de la préparation révolutionnaire et l'exigence primordiale du parti, et abstraction faite du profond abîme qui sépare l'accablante période que nous vivons des années révolutionnaires du premier après-guerre, la question du contrôle ouvrier, lorsqu'elle a été soulevée par le mouvement communiste, a toujours été liée à celle du pouvoir prolétarien.

Ainsi, Lénine disait-il dans *Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?*, à la fin de septembre 1917 :

« Quand nous disons : « contrôle ouvrier », ce mot d'ordre étant toujours accompagné de celui de la dictature du prolétariat, le suivant toujours, nous expliquons par là-même de quel Etat il s'agit ».

Le problème était posé exactement de la même manière en Italie, en 1920, dans notre organe *Il Soviet* :

« Le contrôle ouvrier sur la production n'est concevable que quand le pouvoir est passé aux mains du

prolétariat. De toute manière, tant qu'un tel contrôle est exercé par les conseils d'usine, il ne peut pas être la question centrale du processus communiste. L'Etat bourgeois pourra peut-être l'admettre à titre de manœuvre réformiste, comme un piège propre à paralyser totalement l'action révolutionnaire du prolétariat. L'Etat communiste le considérera comme un des facteurs de la gestion des entreprises, subordonné à l'intérêt général de la classe travailleuse et de la révolution, intérêt représenté par les organes centraux, économiques et politiques, du régime soviétique ».

Prenez cette position face à la tendance qui s'était manifestée dans la grève de Turin d'avril 1920 pour contrôler la production, tendance théorisée comme voie nécessaire de la révolution par Gramsci, la Gauche affirmait en outre que c'était « la tâche des communistes d'utiliser aussi la tendance prolétarienne au contrôle de la production, pour la diriger contre la cible centrale, le pouvoir d'Etat du capitalisme ».

Il est bien évident que la manière dont est soulevée la revendication du « contrôle ouvrier » aujourd'hui par les groupes trotskystes n'a rien à voir avec la manière dont elle était posée par tous les marxistes, puisque cette revendication est aujourd'hui absolument déliée de la question centrale de la prise du pouvoir par le prolétariat et de sa dictature. Et l'histoire a confirmé que le « contrôle ouvrier », séparé de la dictature, pouvait être une impasse où viennent se perdre les efforts révolutionnaires du prolétariat détournés ainsi de l'objectif crucial de la prise du pouvoir.

Bourgeoisie et opportunisme la main dans la main contre les travailleurs immigrés

(Suite de la page 1)

En même temps, les mesures proposées par le PC, comme celles de Bergeron ou du Front National posent ouvertement en principe la défense prioritaire des ouvriers français et le « respect de l'intérêt national », principe affirmé par exemple dans la *Charte de l'immigration* élaborée par la CGT et la CFDT.

Les récents épisodes de la lutte contre les circulaires Fontanet-Marcellin nous ont souvent donné l'occasion de souligner l'identité des programmes de « réforme de l'immigration » dans le « respect de l'intérêt national », allant de l'extrême droite aux partis de gauche, en passant par les plans gouvernementaux : tous se donnent la main pour renforcer, au besoin sous de platoniques protestations d'antiracisme toutes les entraves matérielles et politiques que la société bourgeoise oppose à l'unification du prolétariat international. Ils font chorus pour persuader les ouvriers du caractère naturel et éternel de l'exploitation et de l'insécurité qui les dressent les uns contre les autres, pour renforcer les réflexes concurrentiels et empêcher les sursauts de révolte de se concentrer en force explosive contre l'Etat bourgeois qui assure et garantit les meilleures conditions d'exploitation des travailleurs.

L'attentat de Marseille, les réactions qu'il a provoquées, ont également mis en lumière l'entente de fait des Etats français et algérien pour désarmer la colère des prolétaires algériens : les grèves et les manifestations qui ont suivi ont été contenues par la répression des CRS et l'action démobilisatrice des organisations inféodées à l'Etat algérien, qui ont ensuite tenté de reprendre le mouvement en main avec l'aide de l'opportunisme.

Les divisions nationales des prolétaires travaillant dans les grandes métropoles sont ainsi alimentées et même attisées par la tradition de domination impérialiste : la bourgeoisie utilise toutes les ressources de son pouvoir pour accentuer cette division, et trouve un puissant appui dans les organisations opportunistes. Certes l'opportunisme ne se prive pas d'invoquer l'unité des travailleurs : mais ce n'est que pour justifier son rôle de *pompier social* de l'ordre établi en traitant de « diviseurs » ceux qui affrontent la classe dominante et son Etat — épaulés eux-mêmes par la racaille raciste. Cette lutte se déroule dans une indifférence et un isolement dont les responsables sont précisément les stalinien. Hier, ils ont divisé et émietté le prolétariat ; aujourd'hui, ils font de l'unité prolétarienne qu'ils ont sabotée un préalable à la lutte (de même qu'ils faisaient du socialisme en France — entendons-nous bien : de leur soi-disant socialisme ! — un préalable aux luttes des colonies pour l'indépendance).

L'unité des travailleurs sur le terrain de la lutte contre le capitalisme (et non sur le terrain interclassiste et démocratique de l'opportunisme) ne peut être posée en préalable à la lutte — ainsi que l'exigent non seulement l'opportunisme, mais aussi certains soi-disant « extrémistes » qui justifient ainsi leur indifférence ou même leur condamnation des luttes des travailleurs immigrés. Cette unité, qui est un objectif indispensable, est le résultat des luttes réelles, y compris de la lutte contre l'opportunisme qui accompagne nécessairement la résistance des travailleurs contre le capitalisme, et qui est une nécessité de la lutte politique pour l'unification du prolétariat pour la destruction du capitalisme.

La banque avec nous !

C'est une vieille astuce de l'opportunisme que d'inventer tous les jours de prétendues « nouvelles méthodes de lutte de classe ». Ces méthodes soi-disant plus efficaces ont toujours une double caractéristique : d'une part elles remplacent la lutte par une absence de lutte, par des « actions » du genre campagne de signatures, pétitions, suppliques aux préfets et à l'Etat, etc. ; d'autre part elles noient le prolétariat dans les couches laborieuses, dans le peuple de France et de Navarre (ou d'Occitanie !), dans la masse des honnêtes gens ou des démocrates sincères. Bref, ces « nouvelles méthodes de lutte de classes » visent à empêcher les luttes et à escamoter les classes.

Dans l'invention de telles méthodes, le PSU vient d'établir un record qui sera difficile à battre. Son organe, *Tribune socialiste*, appelle sur toute sa première page : « La Société Générale refuse son argent à Lip, refusez votre argent à la Société Générale ». C'est-y pas de la solidarité de classe, ça ? !

Mais si nous (!) devons « retirer notre (!) argent de la Société Générale » dans quelle banque le placerons-nous ? Ben voyons, dans une gentille banque manifestant des sympathies pour les ouvriers de LIP et, plus généralement, pour le socialisme !

Lorsque le PCF prétend que tous les bourgeois ne sont pas méchants, mais qu'il y en a des bons, des qui ne sont pas collabos mais patriotes, qui ne sont pas réactionnaires mais progressistes, pas totalitaires mais démocrates, etc., il veut faire entrer le prolétariat dans une alliance politique avec ces fractions dites de gauche de la bourgeoisie, et il est bien évident qu'une telle alliance liquide le mouvement autonome du prolétariat. Le PSU va plus loin. Cette alliance, il la considère comme acquise, et il demande à « tout le monde » d'agir dans le cadre du capitalisme, au moyen des mécanismes du capital, par l'utilisation du capital, sur... le grand capital ; en somme, il propose d'obliger le capital à se rallier au socialisme par le jeu même du capital : si tu veux avoir du capital, si tu veux que ton capital rapporte, fais-toi socialiste ! La contradiction n'est qu'apparente, car ce que le PSU appelle socialisme, c'est précisément un (imaginaire) capitalisme harmonieux et donc « vraiment » rentable.

Remercions le PSU de dévoiler ainsi en une phrase sa nature de classe et sa vision de la « lutte pour le socialisme ». Il ne pourrait avouer plus clairement qu'il représente la frange soi-disant « progressiste » des classes moyennes, celles qui ne contrôlent pas les grandes banques mais leur confient leurs petits capitaux, et qui s'imaginent pouvoir utiliser ces petits capitaux, et plus généralement leur poids économique, pour imposer leurs aspirations « sociales » et humanitaires au grand capital — rêve éternel de la petite-bourgeoisie !

PARTEIVERÖFFENTLICHUNGEN IN DEUTSCHER SPRACHE

Eben erschien die Broschüre :
DER KAMPF GEGEN DEN ALTEN UND DEN HEUTIGEN REVISIONISMUS.

Inhalt :

- Richtlinien zur Wiederherstellung der marxistischen Lehre.
- Der historische Zyklus der kapitalistischen Wirtschaft.
- Der Historische Zyklus der politischen Herrschaft der Bourgeoisie.
- Der historische Verlauf der Klassenbewegung des Proletariats — Kriege und opportunistische Krisen.

Preis 6 F.
Bestellung beim Proletaire.

Vient de paraître :

DÉFENSE DE LA CONTINUITÉ DU PROGRAMME COMMUNISTE

Ce volume de 224 pages constitue un recueil des thèses fondamentales de notre courant publiées de 1920 à nos jours, précédées d'amples introductions les situant dans leur contexte historique.

Sommaire :

- Thèses de la fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien (mai 1920).
 - Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie (Thèses de Rome, 1922).
 - La tactique de l'Internationale Communiste. Projet de thèses présenté par le P.C. d'Italie au IV^e Congrès mondial (Moscou, 1922).
 - Projet de thèses présenté par la Gauche au III^e Congrès du P.C. d'Italie (Lyon, 1926).
 - Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (1945).
 - Thèses caractéristiques du parti (1951).
 - Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable (1965).
 - Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui constituent depuis plus d'un demi-siècle le patrimoine historique de la gauche communiste (1965).
 - Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1966).
- Prix 15 F. Commandes au « Proletaire ».

Contre l'indifférentisme dans la question nationale et coloniale

• Les révolutions multiples (résumé du rapport à la réunion de Gênes, 1953)

Le rapport sur les **Révolutions multiples** de la réunion générale de Gênes d'avril 1953, dont nous publions ici le résumé, s'inscrit dans le cadre général du travail mené par notre parti dans le second après-guerre pour restaurer dans leur intégralité l'ensemble des positions originelles du marxisme, condition **sine qua non**, en cette époque de défaite physique et de débandade théorique du mouvement prolétarien, pour la préparation révolutionnaire en profondeur de l'immanquable reprise de classe.

Il s'agissait de réfuter et de combattre non seulement les falsifications et la trahison de l'opportunisme stalinien, mais aussi les déformations de multiples courants qui ne réagissaient au réformisme classique et à sa variante stalinienne que pour tomber dans un infantilisme faussement intransigent et dans des révisions du marxisme tout aussi dangereuses que celles qu'ils entendaient combattre. La question nationale et coloniale était au nombre des domaines où il fallait marquer le « périmètre » à l'intérieur duquel devait se développer le travail théorique du parti, au point qu'elle constituait un des points-clés de la scission d'où sortit notre parti en 1952. Le texte que nous reproduisons ici en trace, dans une synthèse compacte, les lignes directrices.

Le marxisme établit les limites d'espace et de temps dans lesquelles la revendication nationale a encore un rôle objectivement révolutionnaire et celles où elle a épuisé ce rôle, pour définir tant les aires géo-historiques où toute alliance avec la bourgeoisie est désormais exclue, que celles

où le prolétariat a et aura encore à appuyer de façon **autonome** la lutte armée contre les régimes archaïques et l'oppression impérialiste. Cette précision est fondamentale pour mener la lutte contre l'impérialisme à l'échelle internationale, et donc pour réaliser au moyen du parti mondial du prolétariat, la soudure des révolutions nationales dans les colonies et semi-colonies, et de la révolution prolétarienne dans les métropoles; cette perspective n'est autre que celle de la **révolution en permanence**, qui ne peut résulter que de la **convergence** internationale de luttes nées sur des terrains sociaux et historiques différents se répercutant les unes sur les autres et qui fut proclamée par l'**Adresse à la Ligue des Communistes** de mars 1950.

Les partis staliniens ont **inversé** les termes de la politique mondiale du prolétariat et de l'**internationalisme** prolétarien, tant par l'appui donné aux métropoles dans la boucherie impérialiste au nom de la défense de la « patrie socialiste », de la liberté des peuples et de la démocratie, que par leur participation à l'écrasement des révoltes des peuples de couleur dans les gouvernements de l'après-guerre, que par l'emprisonnement du prolétariat naissant des colonies dans les fronts bourgeois et petits-bourgeois et par le sabotage de la révolution nationale « jusqu'au bout » à l'ordre du jour en Orient. Leur reniement était allé bien au delà de celui de la II^e Internationale, mais de même que Lénine avait dû combattre les réactions indifférentistes qui, « en abusant de la notion d'époque », niaient que dans la phase impérialiste le facteur national puisse avoir encore dans

certaines parties du monde un rôle révolutionnaire et faisaient des luttes de libération nationale qui voyaient les peuples coloniaux se dresser en armes contre l'impérialisme, de simples pions dans le jeu des grandes puissances, en refusant par conséquent la participation du prolétariat révolutionnaire à ces luttes, de même il était stérile pour nous de prétendre conjurer l'opportunisme en niant les potentialités présentes et futures des révoltes des peuples soumis au joug de l'impérialisme. En effet, cette réaction infantile au réformisme relève d'une vision idéaliste qui converge en fait involontairement avec le social-pacifisme et le social-chauvinisme, sinon dans le soutien de l'ordre établi, du moins dans le messianisme de grande nation qui condamne les peuples des colonies et des semi-colonies à l'immobilité dans l'attente de la révolution prolétarienne dans les métropoles.

Le marxisme intransigent, lui, reconnaît, **même** là où l'intervention autonome du prolétariat n'a pu ou ne peut encore se produire, même si ces révolutions n'ont pu dépasser un horizon national et démocratique, la valeur authentiquement **révolutionnaire** de bouleversements aussi gigantesques que ceux qui se sont produits en Orient au cours des 60 dernières années, et qu'il serait vain d'ignorer sous prétexte qu'ils n'ont pas conduit au socialisme. Les **Révolutions multiples** contiennent l'affirmation la plus vigoureuse de la valeur révolutionnaire même d'un « bloc des 4 classes » en Chine et même du stalinisme en Russie. C'est là le courage de la **vraie gauche communiste**.

1. La position de la gauche communiste se distingue nettement non seulement de l'éclectisme tactique, amateur de manœuvres, mais aussi du simplisme grossier de ceux qui réduisent toute la lutte des classes au binôme, toujours et partout répété, de deux classes conventionnelles qui seraient les seules à agir. La stratégie du mouvement prolétarien moderne s'ordonne selon des lignes précises et stables, valables pour toutes hypothèses d'action future, et qui doivent être appliquées aux différentes « aires » géographiques composant le monde habité, et aux différents cycles historiques.

2. La première aire est celle de l'Angleterre. C'est de cette aire classique que le marxisme a tiré pour la première fois l'irrévocable théorie du cours de la révolution socialiste. Dès 1688 la révolution bourgeoise supprimait le pouvoir féodal et extirpait rapidement les formes de production féodales; dès 1840 il est possible de déduire la conception marxiste sur les rapports de

trois classes essentielles: propriété bourgeoise de la terre — capital industriel, commercial, financier — prolétariat en lutte contre les deux premières.

3. Dans l'aire de l'Europe occidentale (France, Allemagne, Italie, autres pays mineurs), la lutte bourgeoise contre le féodalisme va de 1789 à 1871. Dans les différentes situations présentées par ce cours historique, est à l'ordre du jour l'alliance du prolétariat avec les bourgeois quand ceux-ci luttent les armes à la main pour renverser le pouvoir féodal, alors que sur le plan idéologique les partis ouvriers ont déjà refusé toute confusion avec les apologies économiques et politiques de la société bourgeoise.

4. En 1866, ayant liquidé, avec la victoire contre le sudisme esclavagiste et rival, des formes capitalistes bâtarde, les Etats-Unis d'Amérique se trouvent dans la situation de l'Europe occidentale. Depuis 1871, dans toute l'aire euro-américaine, les marxistes radicaux refusent toute alliance

et tout bloc avec des partis bourgeois, sur quelque terrain que ce soit.

5. La situation d'avant 1871, dont nous parlons au point trois, se prolonge en Russie et dans d'autres pays de l'Europe orientale jusqu'en 1917. Il s'y pose le problème que l'Allemagne avait déjà connu en 1848: provoquer deux révolutions et donc lutter également pour les tâches de la révolution capitaliste. Pour qu'on puisse passer directement à la deuxième révolution, c'est-à-dire à la révolution prolétarienne, il fallait une révolution politique en Occident. Celle-ci fit défaut, mais la classe prolétarienne russe parvint cependant à conquérir seule le pouvoir politique, qu'elle conserva quelques années.

6. Tandis que dans l'aire européenne de l'Orient on peut considérer la substitution du mode de production et d'échange capitaliste au mode féodal comme achevée, dans l'aire asiatique la révolution contre le féodalisme et contre des régimes encore plus anciens bat son plein; elle est

menée par un **bloc révolutionnaire** de classes bourgeoises, petites-bourgeoises et laborieuses.

7. L'analyse que nous avons désormais amplement développée montre que ces tentatives de révolution double ont abouti à des résultats historiques divers: victoire partielle et victoire totale, défaite sur le terrain insurrectionnel accompagnée d'une victoire sur le terrain économique, et vice versa. La leçon des demi-révolutions et des contre-révolutions est fondamentale pour le prolétariat. Deux exemples classiques parmi tant d'autres: l'Allemagne d'après 1848: double défaite insurrectionnelle des bourgeois et des prolétaires, victoire sociale de la forme capitaliste et établissement graduel du pouvoir bourgeois; la Russie d'après 1917: double victoire insurrectionnelle des bourgeois et des prolétaires (février et octobre), défaite sociale de la forme socialiste, victoire sociale de la forme capitaliste.

8. La Russie, du moins sa partie européenne, a aujourd'hui un mé-

canisme de production et d'échange déjà pleinement capitaliste, dont la fonction sociale se reflète politiquement dans un parti et un gouvernement qui ont expérimenté toutes les stratégies possibles d'alliances avec des partis et des Etats bourgeois de l'aire occidentale. Le système politique russe est un ennemi direct du prolétariat et on ne peut concevoir aucune alliance avec lui, bien que la victoire en Russie de la forme capitaliste de production soit un résultat révolutionnaire.

9. Dans les pays d'Asie où domine encore l'économie locale agraire de type patriarcal et féodal, la lutte même politique des « quatre classes » est un facteur de victoire dans la lutte communiste internationale, même quand elle aboutit dans l'immédiat à l'instauration de pouvoirs nationaux et bourgeois: tant par la formation de nouvelles aires où seront à l'ordre du jour les revendications socialistes, que par les coups que ces insurrections et ces révoltes portent à l'impérialisme euro-américain.

Lénine et l'inévitabilité des guerres nationales

(Extrait de « A propos de la brochure de Junius » - Juillet 1916 - Œuvres, T. 22, p. 328 s.)

(...) La première des positions erronées de Junius est concrétisée dans la 5^e thèse du groupe « L'Internationale »: « A l'époque (l'ère) de cet impérialisme déchaîné, il ne peut plus y avoir de guerres nationales. Les intérêts nationaux ne sont qu'une mystification qui a pour but de mettre les masses populaires laborieuses au service de leur ennemi mortel: l'impérialisme... Dans sa première partie, la 5^e thèse, qui se termine par cette affirmation, caractérise la guerre actuelle comme une guerre impérialiste. Il est possible que la négation des guerres nationales en général soit ou bien une inadverance ou bien une exagération commise accidentellement en soulignant cette idée très juste que la guerre actuelle est impérialiste et non pas nationale. Mais il se peut aussi que ce soit le contraire, et puisque divers social-démocrates commettent l'erreur de nier l'existence de quelque guerre nationale que ce soit lorsqu'ils réfutent l'affirmation mensongère présentant la guerre actuelle comme une guerre nationale, il est impossible de ne pas s'arrêter sur cette erreur.

Junius a absolument raison de souligner l'influence décisive de la « conjoncture impérialiste » dans la guerre actuelle, de dire que derrière la Serbie il y a la Russie, que « derrière le nationalisme serbe se tient l'impérialisme russe », que la participation, par exemple, de la Hollande à la guerre serait aussi de l'impérialisme, car 1^o) la Hollande défendrait ses colonies et 2^o) elle serait l'alliée d'une des coalitions impérialistes. C'est indiscutable en ce qui concerne la guerre actuelle. Et lorsque Junius souligne à ce propos ce qui lui importe avant tout: la lutte contre le « fantôme de la guerre nationale », qui domine actuellement la politique social-démocrate, on ne peut manquer de reconnaître que son raisonnement est très juste et très valable.

L'erreur serait d'exagérer cette vérité, de manquer à la règle marxiste qui veut qu'on soit concret, d'étendre le jugement porté sur la guerre actuelle à toutes les guerres possibles à l'époque de l'impérialisme, d'oublier les mouvements nationaux contre l'impérialisme. Le seul argument en faveur

de la thèse qu'« il ne peut plus y avoir de guerres nationales » est que le monde est partagé entre une poignée de « grandes » puissances impérialistes et que, pour cette raison, toute guerre, serait-elle nationale au début, se transforme en guerre impérialiste, puisqu'elle heurte les intérêts d'une des puissances ou coalition impérialistes.

Cet argument est manifestement erroné. Certes, la thèse fondamentale de la dialectique marxiste est que toutes les limites dans la nature et dans la société sont conventionnelles et mobiles, qu'il n'y a aucun phénomène qui ne puisse dans certaines conditions, se transformer en son contraire. Une guerre nationale peut se transformer en guerre impérialiste, mais l'inverse est aussi vrai. Exemple: les guerres de la grande révolution française ont commencé en tant que guerres nationales et elles l'étaient effectivement. Elles étaient révolutionnaires, car elles avaient pour objectif la défense de la grande révolution contre la coalition des monarchies contre-révolutionnaires. Mais quand Napoléon eut fondé l'Empire français en asservissant toute une sé-

rie d'Etats nationaux d'Europe, importants, viables, et depuis longtemps constitués, alors les guerres nationales françaises devinrent des guerres impérialistes, qui engendrèrent à leur tour des guerres de libération nationale contre l'impérialisme de Napoléon.

Seul un sophiste pourrait effacer la différence qui existe entre la guerre nationale et la guerre impérialiste sous prétexte que l'une peut se transformer en l'autre. La dialectique a plus d'une fois, également dans l'histoire de la philosophie grecque, servi de pont à la sophistique. Mais nous restons des dialecticiens, car nous combattons les sophismes, non pas en niant la possibilité de toute transformation en général, mais en analysant concrètement chaque phénomène donné dans son cadre général et dans son évolution.

(...) Poursuivons. Les guerres nationales ne sont pas seulement probables, mais **inévitables** à l'époque de l'impérialisme, de la part des colonies et des semi-colonies. Les colonies et les semi-colonies (Chine, Turquie, Perse) comptent environ 1 milliard d'habitants, c'est-à-dire

plus de la moitié de la population du globe. Les mouvements de libération nationale y sont, ou déjà très puissants, ou en voie de développement et de maturation. Toute guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. La continuation de la politique de libération nationale des colonies les conduira **inévitablement** à mener des guerres nationales contre l'impérialisme. Ces guerres peuvent conduire à une guerre impérialiste des « grandes » puissances impérialistes d'aujourd'hui, mais elles peuvent aussi ne pas y conduire, cela dépend de bien des circonstances.

Exemple: l'Angleterre et la France ont fait la guerre de Sept Ans à cause des colonies, c'est-à-dire qu'elles ont fait une guerre impérialiste (laquelle est possible aussi bien sur la base de l'esclavage, ou du capitalisme primitif, que sur celle du capitalisme hautement développé de notre époque). La France, vaincue, perdit une partie de ses colonies. Quelques années plus tard commence la guerre de libération nationale des Etats de l'Amé-

(Suite page 4.)

Lénine et l'inévitabilité des guerres nationales

(Suite de la page 3)

rique du Nord contre l'Angleterre seule. Par hostilité contre l'Angleterre, c'est-à-dire à cause de leurs intérêts impérialistes, la France et l'Espagne, qui continuent à posséder des fractions du territoire des Etats-Unis actuels, concluent un traité d'amitié avec les Etats insurgés contre l'Angleterre. Les troupes françaises unies aux troupes américaines battent les Anglais. Voilà une guerre de libération nationale où la rivalité impérialiste est un élément accessoire, sans importance sérieuse, au contraire de ce que nous voyons dans la guerre de 1914-1916 (l'élément national dans la guerre austro-serbe n'a pas d'importance sérieuse en regard de la rivalité impérialiste, qui est largement prédominante). D'où il résulte qu'il serait absurde d'appliquer la notion d'impérialisme mécaniquement, pour en déduire « l'impossibilité » des guerres nationales. Une guerre de libération nationale, par exemple d'une coalition Perse-Inde-Chine contre telles ou telles puissances impérialistes, est fort possible et probable, car elle découle du mouvement national de ces pays: quant à la transformation de cette guerre en une guerre impérialiste entre les puissances impérialistes actuelles, elle dépendra de beaucoup des circonstances concrètes, sur lesquelles il serait ridicule de vouloir tabler.

Troisièmement, même en Europe, on ne peut considérer que les guerres nationales soient impossibles

à l'époque de l'impérialisme. L'époque de l'impérialisme a rendu impérialiste la guerre actuelle, elle engendrera fatalement (tant que ne sera pas instauré le socialisme) de nouvelles guerres impérialistes, elle a imprégné d'impérialisme la politique des grandes puissances actuelles, mais elle n'exclut nullement les guerres nationales, par exemple de la part des petits Etats (disons: annexés ou nationalement opprimés) contre les puissances impérialistes, de même qu'elle n'exclut pas des mouvements nationaux à grande échelle dans l'Est de l'Europe. A propos de l'Autriche, par exemple, Junius raisonne très sagement en considérant non seulement l'« économique », mais aussi sa situation politique originale, en notant la « non-viabilité interne de l'Autriche », en constatant que « la monarchie des Habsbourg n'est pas une organisation politique d'Etat bourgeois, mais seulement un trust unissant par des liens assez lâches quelques coterie de parasites sociaux », et que « la liquidation de l'Autriche-Hongrie n'est historiquement que la continuation du démembrement de la Turquie et est, en même temps, imposée par l'évolution historique ». Pour certains Etats balkaniques et pour la Russie, la situation n'est pas meilleure. En cas d'affaiblissement sérieux des « grandes » puissances au cours de cette guerre ou si la révolution triomphait en Russie, des guerres nationales, même victorieuses, sont parfaitement possibles. Tout d'abord, pratiquement, les puissances impérialistes ne peu-

vent pas intervenir dans n'importe quelles conditions. Ensuite, quand on affirme, tout à trac, que la guerre d'un petit Etat contre un géant est sans espoir, il faut bien remarquer qu'une guerre sans espoir est quand même une guerre; par ailleurs, certains phénomènes au sein des « géants », par exemple le commencement d'une révolution, peuvent transformer une guerre « sans espoir » en une guerre « pleine d'espoir ».

Si nous nous sommes arrêtés assez longuement sur l'inexactitude de la thèse suivant laquelle « il ne peut plus y avoir de guerres nationales », ce n'est pas seulement parce qu'elle est manifestement erronée du point de vue théorique. Il serait évidemment bien triste que les hommes « de gauche » se montrent peu soucieux de la théorie du marxisme au moment où la fondation de la III^e Internationale n'est possible que sur la base d'un marxisme non avili. Mais cette erreur est également très nuisible sur le plan politique et pratique: on en déduit l'absurde propagande du « désarmement », puisqu'il ne peut plus y avoir, dit-on, que des guerres réactionnaires; on en déduit une indifférence encore plus absurde et franchement réactionnaire envers les mouvements nationaux. Et cette indifférence devient du chauvinisme quand les membres des « grandes » nations européennes, c'est-à-dire des nations qui oppriment une foule de petits peuples et de peuples coloniaux, déclarent sur un ton faussement savant: « Il ne peut

plus y avoir de guerres nationales »! Les guerres nationales contre les puissances impérialistes ne sont pas seulement possibles et probables, elles sont inévitables et progressives, révolutionnaires, encore que, naturellement, leur succès requière ou bien la coordination des efforts d'un nombre considérable d'habitants des pays opprimés (des centaines de millions dans l'exemple que nous avons cité, celui de l'Inde et de la Chine), ou bien une conjoncture internationale particulièrement favorable (par exemple, que l'intervention des puissances impérialistes soit paralysée par leur affaiblissement, par une guerre entre elles, par leur antagonisme, etc.), ou bien qu'intervienne un soulèvement simultané du prolétariat d'une des grandes puissances contre la bourgeoisie (cette éventualité, la dernière dans notre énumération, vient en fait au premier rang, c'est-à-dire qu'elle est la plus désirable et la plus avantageuse pour la victoire du prolétariat).

PERMANENCES DU PARTI

● A Paris: 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

● A Marseille: le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, au siège du « Prolétaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

La patrie des usuriers, modèle du P. C. F.

Le programme communiste inscrit au nombre des tâches de la dictature du prolétariat l'intervention despotique dans l'économie pour entreprendre la destruction des rapports monétaires et marchands. Le programme des petits-bourgeois chauvins du PCF propose la consolidation de ces rapports par l'instauration d'une monnaie nationale « stable, forte et indépendante ». Comme symbole de leurs aspirations, ils ont choisi... la Suisse! « Ce petit pays, écrit L'Humanité (30-10-73), n'est pas membre du Fonds Monétaire International, ne participe pas aux travaux du groupe des vingt pays qui mettent au point une réforme des relations monétaires intercapitalistes largement favorable au dollar, continue à définir sa monnaie en or... et ne s'en parte apparemment pas plus mal. Pourquoi ne pourrions-nous en faire autant? »

Le courtier grasement payé de tous les impérialismes, le coffre-fort où les exploités de tous les pays planquent un peu de la sueur et du sang qu'ils ont extorqué, l'usurier « neutre » au service de tous les capitaux, la banque érigée en nation, voilà l'ignoble modèle de gens qui ont encore le front de s'intituler « communistes »! Rien d'étonnant à ce qu'ils se reconnaissent dans la patrie des usuriers: elle ne fait que cristalliser leurs rêves de petits-bourgeois engraisés à l'ombre de l'impérialisme!

VIE DU PARTI

UNE NOUVELLE PUBLICATION DE PARTI EN LANGUE ITALIENNE PER L'ORGANICA SISTEMAZIONE DEI PRINCIPI COMUNISTI

Ce volume (le sixième de la série *I testi del partito comunista internazionale*) se compose de quatre parties organiquement reliées. La première partie reproduit la brochure *Sul filo del tempo* (« Sur le fil du temps ») publiée en mai 1953, qui marque une étape fondamentale dans le processus de transformation de notre courant de la gauche communiste en Parti, au moment où il fallut entreprendre, contre la fausse ressource de l'activisme, la reconstitution intégrale de la théorie, qui constituait la prémisses indispensable d'une saine reprise du mouvement révolutionnaire prolétarien. L'éditorial intitulé « Le cadavre marche encore » démasque et dénonce le mensonge démocratique et parlementaire, et rappelle les raisons de notre abstentionnisme fondé sur des bases marxistes; une série de résumés de nos premières réunions générales de 1952-1953 développe des questions de doctrine fondamentales: l'invariance du marxisme dans le cours du mouvement révolutionnaire de classe, l'incompatibilité du marché, des entreprises et de la division du travail avec la société socialiste, le rapport entre théorie et action, entre parti et classe, entre parti et action (et organisation) économique, les leçons des contre-révolutions et la constatation scientifique de la nature capitaliste de l'économie et de la structure sociale de la Russie d'aujourd'hui, la théorie des révolutions multiples et la perspective marxiste classique sur le débouché historique du capitalisme occidental.

Les parties II et IV contiennent une série d'articles d'appréciation critique des événements significatifs du cycle ouvert par la fin de la seconde guerre impérialiste entre 1946 et 1950 en Italie et dans le monde, pour illustrer le processus d'accentuation des caractères politiques du capitalisme dans sa phase impérialiste, et confirmer la nécessité de l'organisation de la classe en Parti mondial solidement ancré à la théorie, aux principes stables,

nettement distinct de tout autre mouvement ou courant y compris dans la tactique, à l'organisation fortement centralisée, comme organe de la prise révolutionnaire du pouvoir et de l'exercice de la dictature prolétarienne.

La troisième partie contient les textes qui constituèrent la première vaste esquisse d'une reposition organique des principes communistes dans l'immédiat après-guerre: cycle historique de l'économie capitaliste, cycle historique de la domination politique de la bourgeoisie, cours historique du mouvement de classe du prolétariat, guerres et crises opportunistes, nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière, mouvement ouvrier et question agraire — textes qui doivent être reliés à ceux qui comme le *Tracciato d'impostazione* (« Eléments d'orientation marxiste ») ont déjà paru dans nos éditions internationales. L'introduction du recueil replace tous ces textes dans leur contexte historique pour montrer les points sur lesquels, un peu moins de dix ans après la fin de la guerre, le Parti a dû longuement revenir, pour apporter la clarté dans la confusion et la mystification idéologique semées dans les rangs de la classe ouvrière par la dernière et la plus destructrice des vagues opportunistes, le stalinisme.

REUNION REGIONALE A BRUXELLES

Au début de ce mois s'est tenue à nouveau à Bruxelles une réunion du Parti regroupant des camarades du nord de la France et de Belgique.

Trois rapports y furent présentés: le premier sur le thème de *Parti et action de classe*, le second sur les tâches permanentes du Parti, et le troisième rappelait les points intangibles de notre conception de l'organisation de Parti, ses fondements, ses buts ainsi que les bases fermes qui doivent fonder son développement difficile et souvent tourmenté pour lui permettre d'accomplir ses tâches permanentes parce que, même d'une façon embryonnaire, il est l'organe-guide de la classe.

La présentation de l'article écrit en 1921 par notre courant: *Parti et action de classe* servit à rappeler que d'une part il n'y a pas de rapport numérique définissable entre la classe et le Parti, que celui-ci est toujours minoritaire même en période révolutionnaire; et que, d'autre part, il ne peut conquérir

l'influence indispensable pour conduire la classe à la victoire que s'il développe quelle que soit la période une action inlassable pour la défense du programme et pour la défense de son organisation contre tous ceux qui préchent le renoncement ou l'activisme. On montra aussi avec l'exemple de la Seconde Internationale que la « composition ouvrière » et le « caractère de masse » du Parti ne sont nullement des garanties contre la dégénérescence. On insista longuement sur le fait que la lutte révolutionnaire exige du Parti qu'il soit totalement préparé à ses tâches d'encadrement des masses (allant jusqu'aux tâches militaires), qu'il doit s'y entraîner dans tous les mouvements réels de la classe car il devra la diriger pendant la révolution comme pendant la dictature. Pour conclure reprenons le texte même de notre article: « les critères fondamentaux selon lesquels l'Internationale doit diriger l'action des masses s'expriment dans les règles d'organisation et de tactique qu'elle fixe à tous ses partis-membres. Cette direction ne consiste pas à remanier directement ces partis avec l'illusion de pouvoir leur donner les dimensions et les caractéristiques garantissant le succès de la révolution. Elle doit s'inspirer de la dialectique marxiste et exiger des partis l'homogénéité politique et la clarté grammaticale, d'une part, et de l'autre la discipline qui assurera l'unité internationale de la tactique ».

Le second rapport, sur les tâches du Parti, était la parfaite continuation du premier. Il montra que pour se préparer à la réalisation des tâches historiques que sont pour le communisme l'insurrection armée détruisant l'Etat bourgeois et l'exercice de la dictature pour extirper de la société les rapports capitalistes, économiques et politiques, le Parti doit se donner pour tâches permanentes et obligatoires la défense et la diffusion de la théorie, la défense et le renforcement de l'organisation par la propagande et le prosélytisme, et l'intervention dans les luttes immédiates de la classe; que cette préparation implique, pendant la période contre-révolutionnaire, la revendication de « toutes les formes d'activités propres aux moments favorables, dans la mesure où les rapports de force réels le permettent », comme le précise un texte classique de notre Parti qui se trouve dans la brochure *Défense de la continuité du programme communiste* qui fut par ailleurs abondamment citée pour montrer la parfaite invariance des thèses défendues par notre courant depuis les grandes années révolutionnaires jusqu'à aujourd'hui. L'exposé se termina par l'affirmation que c'est dans la période contre-révolutionnaire que le Parti se prépare à la révolution et ceci en assumant toutes les tâches qui incombent au Parti prolétarien, aussi bien théoriques que « pratiques ».

Le troisième rapport servit à rap-

peler comment il fallait assumer ces tâches avec nos faibles forces. Toutes les dispositions pratiques prises centralement par le Parti ces derniers mois pour diriger de manière centralisée l'activité de toutes les sections y furent exposées. Il fut souligné que sur ce point comme sur tous les autres il n'y avait rien à inventer, aucune recette à découvrir. C'est dans nos propres textes théoriques, dans *Que faire?* et *Un pas en avant, deux pas en arrière* de Lénine et dans bien d'autres textes classiques du marxisme que les principes d'organisation du parti prolétarien sont fixés; c'est cette arme, forgée par l'expérience même de notre classe que nous devons utiliser pour permettre à notre petit Parti d'assumer correctement son travail de restauration de la doctrine, de la défense du programme et qui lui est nécessaire pour qu'il puisse véritablement se préparer aux tâches historiques qui l'attendent.

UNE INTERVENTION DE NOS CAMARADES

A l'occasion de la « grève nationale » du 6 décembre dernier, les travailleurs d'un supermarché de la banlieue lilloise décidèrent de manifester leur mécontentement face à la situation qui règne à l'entreprise, cette dernière procédant, depuis plusieurs mois, à de nombreux licenciements par ailleurs « négociés » un à un par la CFDT, qui perdit à ce jeu la plupart de ses adhérents. Les travailleurs de l'entreprise se sont mobilisés unanimement (exception faite des employés et des vendeurs spécialisés), et même quelques uns des travailleurs qui viennent d'être licenciés sont venus donner leur appui au mouvement. Comme d'habitude, les bourgeois et les opportunistes se sont donnés la main pour briser le mouvement: les uns par l'intermédiaire des forces de police accrues pour « la protection du magasin »; les autres, en dénonçant l'« anti-démocratie » des piquets organisés par les travailleurs et empêchant l'entrée des jaunes, briseurs du mouvement: ce faisant, l'opportunisme, par l'intermédiaire du délégué CGT, a démontré encore une fois son rôle de saboteur des luttes prolétariennes et de défenseur des intérêts mesquins des catégories privilégiées.

Des camarades y sont intervenus, prenant une part active à la lutte et dénonçant tant la répression de l'Etat bourgeois, — qui est la trique de la bourgeoisie contre la classe ouvrière —, que les manœuvres de l'opportunisme syndical.

Après la grève, ils ont distribué un tract où il était démontré que les licenciements et avertissements faits par la direction de l'entreprise, à la suite de la grève, n'étaient pas des mesures visant seulement et en

particulier les travailleurs frappés par ces mesures, mais « une attaque directe contre tous les salariés de l'entreprise. »

Etablissant l'identité d'intérêts entre les travailleurs de l'entreprise et l'ensemble de la classe ouvrière, le tract expliquait que le capitalisme tend à comprimer constamment les conditions de vie de la classe ouvrière, et que cette exploitation accrue, nécessaire pour que les capitalistes puissent « réaliser le maximum de profits et accumuler le plus possible de capital... amène nécessairement le prolétariat à se défendre, à se battre ». Le garant de cette exploitation, c'est l'Etat bourgeois, machine de répression de la classe capitaliste, laquelle « ne peut pas être conquise par le prolétariat, car elle est construite et organisée pour maintenir le prolétariat dans cette exploitation »: elle doit, au contraire, être détruite par la violence révolutionnaire. Et pour le faire, il est indispensable que le prolétariat se constitue « en parti politique distinct, en opposition avec tous les partis des classes possédantes, y compris ceux qui se déclarent « ouvriers », voire socialistes et communistes », conformément aux positions soutenues depuis 1848 par le mouvement communiste.

PRESSE INTERNATIONALE

STORIA DELLA SINISTRA COMUNISTA 1912-1919: dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra (420 p., 30 F).

STORIA DELLA SINISTRA COMUNISTA 1919-1920: dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale comunista (740 p., 40 F).

Commandes au « Prolétaire ».

LISEZ:

IL PROGRAMMA COMUNISTA

directeur - gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les N.M.P.P.